

10:00 - 17 juin 2011

Travail et égalité: la matrice libérale

Corentin de Salle vient de publier, sous le titre "La tradition de la liberté", une monumentale histoire de la pensée libérale en deux tomes. Édité avec le soutien du Forum libéral européen, l'ouvrage peut être obtenu gratuitement en contactant le Centre Jean Gol (cjg@cjg.be ou 02/500.50.40).

Le libéralisme doit-il être assimilé à un ensemble de recettes minimalistes destinées à assurer la vitalité de cette force sauvage qu'est le marché? Non, répond Corentin de Salle, juriste, philosophe et chercheur au Centre Jean Gol, pour qui la tradition libérale est bien plus complexe et plus riche, comme il le développe dans "La tradition de la liberté", un ouvrage qui retrace l'histoire de la pensée libérale.

Aux yeux de beaucoup, le libéralisme est l'idéologie dominante.

Corentin de Salle Cette idée est doublement erronée. Première erreur: le libéralisme n'est pas une idéologie. C'est une doctrine. Une idéologie est un système théorique, dogmatique, fermé et figé. Le libéralisme est, au contraire, une doctrine empirique, argumentée, ouverte et évolutive. Cette souplesse explique d'ailleurs sa pérennité. Seconde erreur: le libéralisme n'est pas une idéologie dominante. Dans le champ intellectuel, c'est probablement la doctrine la plus contestée et la moins défendue.

Justement, avec la crise survenue en 2008, n'aurait-on pas besoin de tout sauf de libéralisme et de capitalisme?

Il y a des similitudes frappantes entre le monde d'Adam Smith (1723-1790) (photo) et le monde d'aujourd'hui. Dans ses écrits, Smith dénonce les collusions entre le monde économique et le monde politique. Au XVIIIe siècle, le commerce colonial était aux mains d'entreprises dominantes, les "compagnies exclusives", qui bénéficiaient d'un monopole sur les flux de marchandises entre les colonies et la métropole. C'est une logique antilibérale qu'on retrouve aujourd'hui avec les banques "too big to fail". Après l'élection d'Obama, on s'attendait à de grands procès à l'égard de ces entreprises. Au final, les sanctions judiciaires se sont avérées très faibles, ce qui illustre les liens quasi incestueux qui prévalent entre l'État et ces grosses entreprises. La dérive monopolistique est consubstantielle au libéralisme. Adam Smith le savait très bien. En tant que fils de douanier, il baignait dans une culture de service public, mais il affirmait aussi qu'il ne fallait pas confondre les rôles. L'État doit avant tout remplir une fonction régulatrice.

Le libéralisme est souvent accusé de générer des inégalités sociales. Cette critique est-elle justifiée?

Toute sa vie, Adam Smith a œuvré à la réduction des inégalités. Lui-même était, à la base, un professeur de philosophie morale. Dans ses travaux, Smith veut prouver que le désir d'enrichissement illimité est socialement bénéfique. Il part du principe qu'une personne qui acquiert une richesse illimitée ne va en consommer qu'une partie, tandis qu'elle réinjectera le reste dans l'économie, générant ainsi de l'emploi et de la richesse pour les autres. Preuve que son raisonnement était correct: le libéralisme a créé la classe moyenne.

Parmi les penseurs libéraux, Alexis de Tocqueville (1805-1859) continue d'être beaucoup lu et cité: en quoi sa pensée est-elle toujours actuelle?

En 1831, lorsque Tocqueville débarque aux Etats-Unis d'Amérique, il est frappé par deux choses. D'une part, c'est un pays où règne l'égalité. Il ne faut plus faire de courbettes devant les puissants. D'autre part, c'est un pays où tout le monde travaille. On n'y trouve pas d'aristocratie oisive comme en Europe. Le travail et l'égalité sont les deux matrices du libéralisme.

Le philosophe irlandais Edmund Burke (1729-1797), admiré par Bart De Wever, peut-il être qualifié de réactionnaire?

Il y a un réel malentendu autour de Burke. Il n'est pas un défenseur du trône et de l'autel. C'est un libéral au sens de la Glorieuse Révolution de 1689. Il défend un parlementarisme monarchique et considère la Révolution française comme un processus totalitaire. Il prédit que la France révolutionnaire deviendra une dictature belliqueuse, ce qui s'est vérifié avec l'avènement de Napoléon. Burke représente le libéralisme conservateur qui s'appuie sur des valeurs et dont Reagan et Thatcher s'inspireront ultérieurement.

De Wever est-il pour autant un libéral?

C'est avant tout un nationaliste. Et la façon méprisante dont il parle des francophones de Belgique fait penser à la façon dont Burke parle des Français. Mais De Wever s'inscrit aussi dans la tradition du libéralisme conservateur de Burke, notamment par son souci de procéder par des réformes successives. De Wever inscrit son action dans une temporalité longue, sur un horizon de 15 à 20 ans. Ce qui les distingue par contre, c'est cette idée, chère au président de la N-VA, d'ancrer l'économie dans un territoire, alors que Burke est au contraire un libre-échangiste.

Pourquoi le libéralisme ne s'est-il jamais réellement imposé en France, à gauche comme à droite?

Au XVIIIe siècle, la France comptait pourtant bon nombre de penseurs authentiquement libéraux, comme Benjamin Constant, Jean-Baptiste Say, Voltaire, etc. Mais au final, la logique jacobiniste l'a emporté sur toutes les autres tendances. C'est à Napoléon qu'on doit la création des grandes écoles qui, depuis lors, forment les cadres de l'État français. Cette élite oligarchique place l'intérêt de l'État avant tout le reste. À cela s'ajoute, tant à gauche qu'à droite, la nostalgie du gaullisme qui n'a jamais été très ouvert à la mondialisation.

Quel est votre penseur libéral préféré?

Friedrich von Hayek (1899-1992), parce qu'il s'inspire des "Lumières écossaises". C'est un courant de pensée qui se base sur l'évaluation normative, c'est-à-dire un libéralisme structuré par des normes et des institutions. Sa thèse est que, lorsqu'un comportement est économiquement utile, il finit toujours par se généraliser, après quoi le Parlement finit par l'adopter sous la forme d'une loi. Le libéralisme a besoin de règles. Le problème se pose lorsque les règles viennent du sommet et non de la base. Le décret "inscription" en Communauté française en est un parfait exemple. Hayek a toujours cultivé une grande modestie par rapport à la complexité des phénomènes sociaux.

Propos recueillis par Jean-Paul Bombaerts

Copyright é L'Echo